

## **Traduction de la réponse de JSW Steel envoyée en anglais en avril 2023**

À l'attention de : Christen Dobson & Michael Clements - Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme

De : Prabodha Acharya  
Responsable du développement durable, Groupe JSW  
JSW Centre, Bandra Kurla Complex  
Bandra (Est), Bombay 400051

Tout d'abord, nous vous remercions de nous avoir contactés et de nous avoir donné l'occasion de présenter le point de vue de JSW Utkal Steel.

Le contexte de ce projet et notre réponse sont les suivants -

- En juin 2005, le gouvernement d'Odisha a signé un protocole d'accord avec POSCO (Corée du Sud) en vue de la création d'une aciérie intégrée de 12 MTPA dans le district de Jagatsinghpur (Odisha), avec un port captif. Le Projet nécessite 4004 acres de terrain, dont 437 acres de terres privées réparties sur huit "Revenue villages"<sup>1</sup>. Le gouvernement central a accordé une autorisation d'exploitation forestière en mai 2011. Par la suite, les vignes à bétel ont été enlevées par l'administration du district et l'IDCO (Société de développement des infrastructures industrielles de l'Odisha) qui est l'agence du gouvernement de l'État chargée de libérer le terrain de tout empiètement. Le terrain ainsi libéré a été remis à l'IDCO.
- En 2017, JSW a proposé d'installer une aciérie sur un terrain plus petit (3 160 acres) au même endroit et avec la même capacité. À cet égard, les besoins en terrains ont été évalués par MECON, l'agence du gouvernement central, et approuvés par IPICOL (Société pour la promotion industrielle et l'investissement d'Odisha). Le transfert de l'autorisation d'exploitation forestière a été approuvé par le MoEF&CC (ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique) et, par la suite, le gouvernement de l'État a également pris l'arrêté nécessaire. (Veuillez noter que le MoEF&CC est l'agence nodale dans la structure administrative du gouvernement central chargée de la planification, de la promotion, de la coordination et de la supervision de la mise en œuvre des politiques et des programmes indiens en matière d'environnement et de forêts).
- Sur un total des besoins en terres de 3 160 acres, seuls 2,26 acres sont des terres privées. Les propriétaires fonciers ont déjà donné leur accord pour la cession des terres privées avec l'autorisation de l'administration du district. Après avoir reçu l'autorisation du MoEF&CC d'utiliser les terres forestières pour l'établissement de l'aciérie, l'administration du district a entamé le processus d'aliénation des terres publiques.
- Un programme spécial de réhabilitation et de réinstallation (R&R) a été élaboré, en plus des dispositions de la politique de R&R d'Odisha. Avant la finalisation des mesures de réhabilitation et de réinstallation, des auditions publiques et des consultations ont été organisées dans chacun des bureaux du Gram Panchayat<sup>2</sup>, auxquelles ont participé les habitants et les représentants élus, tels que les membres du parlement (MP), les membres

---

<sup>1</sup> Un *Revenue village* est une petite région administrative en Inde.

<sup>2</sup> Le Gram panchayat est une institution de base dans les villages indiens. Il s'agit d'une institution politique qui agit en tant que cabinet du village. Le Gram sabha est l'organe général du Gram panchayat. Les membres du Gram panchayat sont élus directement par la population.

de l'Assemblée législative (MLA), le Sarpanch<sup>3</sup>, les membres du Zilla Parisad, les membres des quartiers, etc. Ces mesures ont été très appréciées par les habitants de la région.<sup>4</sup>

- Les personnes mentionnées dans le courrier et désignées comme DDH sont originaires du village de Dhinkia. Il convient de noter que seuls 45 acres de terres publiques du village de Dhinkia sont inclus dans le projet, alors que le besoin total en terres est de 3 160 acres. Il n'y a pas un seul déplacement du village de Dhinkia. Contrairement à ce qu'affirme le village de Dhinkia, les autres villages sont satisfaits de la R&R et de l'activité du projet qui permettra d'améliorer la situation socio-économique de la région.
- Au cours des réunions d'interaction, certains villageois ont demandé à bénéficier d'un engagement/emploi préférentiel en fonction de leur éligibilité et de leurs qualifications. Ils ont également suggéré d'organiser des formations appropriées pour améliorer leurs compétences et les rendre employables. JSW a déjà commencé à fournir des emplois aux habitants dans l'entreprise d'exploitation du groupe, bien que l'activité du projet n'ait pas encore démarré. Le projet a le potentiel de créer environ 12 000 emplois directs et 45 000 emplois indirects pendant la phase d'exploitation. Conformément à l'autorisation environnementale, une ceinture verte représentant plus de 33 % de la superficie totale sera créée.
- Il ne serait pas prudent de la part de l'entreprise de commenter les actions de la police, qui échappent au contrôle de JSW, mais il convient de noter que "dans tout pays, qu'il soit développé, en développement ou sous-développé, personne n'a le droit de se faire justice soi-même ; si une telle situation se présente, la police maintient l'ordre public dans la société".
- Il convient de noter que lorsqu'une autorisation environnementale (AE) est accordée, elle stipule que "tout recours contre cette AE doit être déposé auprès du National Green Tribunal, s'il y a lieu, dans un délai de 30 jours, conformément à l'article 16 de la National Green Tribunal Act, 2010". En conséquence, l'autorisation environnementale du projet a été contestée et le NGT a ordonné à l'autorité de modifier les conditions de l'autorisation environnementale à la lumière des sept observations formulées dans le jugement, dans un délai de trois mois, et jusqu'à cette date, l'autorisation environnementale demeurera suspendue. Concernant les décisions judiciaires, le MoEF&CC a déjà lancé le processus de réévaluation.

Le groupe JSW dispose d'un cadre de développement durable complet. Dans ce cadre, JSW a une politique sur les peuples indigènes et la réinstallation et s'engage à

- Verser intégralement des indemnités justes et équitables dans les délais convenus ;
- Explorer toutes les options d'assistance supplémentaire pour les personnes physiquement ou économiquement déplacées, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables ;
- Fournir un soutien et des ressources pour protéger les coutumes, les cultures et les traditions vulnérables ;

Nous restons déterminés à assurer le plein respect de la réglementation du pays et de nos engagements déclarés.

---

<sup>3</sup> Le Sarpanch, Gram pradhan ou Mukhiya est un décideur élu par l'organe constitutionnel d'autonomie locale au niveau du village, appelé gram Sabha en Inde. Le Sarpanch et les autres membres élus du Panchayat constituent les Gram panchayats et les Zilla panchayats.

<sup>4</sup> Si quelqu'un souhaite en savoir plus, qu'il nous le fasse savoir et nous serons heureux de le lui communiquer.

Nous tenons également à souligner que l'activité du projet a reçu des réponses très positives de la part des parties prenantes et de la population locale. Un échantillon de ces articles est joint à l'annexe 1.

Meilleures salutations!